



Communiqué de presse  
31 août 2023

## **Pouvoir d'achat**

### **Le gouvernement impuissant à répondre à l'inquiétude des Français**

Alors que la question du pouvoir d'achat est le sujet principal des inquiétudes des consommateurs, l'État est réduit à des démarches uniquement incantatoires vis-à-vis du secteur professionnel de la distribution et des industries de l'agroalimentaire.

Le gouvernement supplie ces acteurs qu'ils baissent les prix.

Les menaces verbales du ministre de l'Économie ne semblent pas impressionner les industriels qui réfutent systématiquement les injonctions ministérielles.

Pire, le gouvernement renonce à ses engagements sur les prix de l'énergie, gaz et électricité. En effet, sur le prix du gaz le bouclier tarifaire a été abandonné dans le même temps que le tarif réglementé de vente, laissant les consommateurs face aux fluctuations des cours à venir et subir de plein fouet la spéculation internationale sur ce produit.

Sur le prix de l'électricité, il avait été annoncé une augmentation de 15 % au 1<sup>er</sup> février de l'année 2023 mais l'annonce d'une augmentation de 10 % au 1<sup>er</sup> août a assommé les consommateurs et le budget des ménages. Pire, on nous annonce des hausses complémentaires pour 2024.

Face à cette évolution vécue par les ménages, 43 % d'entre eux ont des difficultés à se nourrir correctement et un grand nombre sautent un repas par jour.

Vu le salaire médian inférieur à 2000 euros dans notre pays, 50 % des Français ne peuvent faire face aux dépenses essentielles et sont, par nécessité, dans une période de privation.

Ils ne peuvent supporter une augmentation de l'alimentation de 15 %, du prix de l'énergie, notamment de l'électricité, qui a augmenté de 26,5 % en 2023, et du prix du carburant qui flambe alors que les marges des raffineurs et les résultats financiers des pétroliers n'ont jamais été aussi hauts.

Nous assistons à un tsunami de déconsommation selon les responsables de la distribution.

Nous ne pouvons nous contenter de la déclaration de Bruno Le Maire, aucune augmentation des prix de certains produits dans les prochains mois, alors que l'attente des consommateurs est une baisse des prix significative.

À quand les mesures de soutien indispensables ?